

Zemmour a acté le naufrage de la doctrine Chevènement



Le 16 octobre dernier, quelque heures après la décapitation de Samuel Paty, était diffusé sur la chaîne de télévision CNews un débat qui opposait Éric Zemmour à Jean-Pierre Chevènement. L'évènement tragique ne pouvait pas être commenté au cours de ce débat puisque l'émission avait été enregistrée la veille. Mais ce qu'a révélé malgré lui J.-P. Chevènement a de quoi laisser pantois tout en donnant à cette tragédie un éclairage nouveau. Vers la 27^e minute il déclare : *« Je pense que dans le projet de loi que prépare le président de la République contre le séparatisme, il y a des outils utiles pour faire en sorte que dans notre pays à l'école les valeurs républicaines, la laïcité, soient respectées et je pense que la démarche de Jean-Michel Blanquer qui consiste à désigner des référents laïcité porte ses fruits, on voit qu'il y a des signalements qui permettent de combattre au quotidien un certain nombre de faits, des injures, des manifestations tout à fait insupportables, comme par exemple la vocation [le projet] de la décapitation de tel ou tel professeur, ou de toutes choses que l'on voit circuler. C'est le fait d'une toute petite minorité, il y a 12,5 millions d'élèves mais il y a peut-être quelque milliers de ceux-ci qui sont concernés ».*

Vous avez bien lu, le président de la République et le

gouvernement que fréquente J.-P. Chevènement savaient que des professeurs étaient menacés de décapitation par certains de leurs élèves.

« Quelques milliers », J.-P. Chevènement a minimisé bien qu'il ne soit pas sans savoir que ce sont les minorités agissantes qui font l'histoire. « La bouteille est à moitié vide et à moitié pleine » répondit-il à Zemmour qui mettait en doute la volonté d'acculturation et d'assimilation des nouveaux venus dans le creuset français. Là aussi JPC n'est pas sans ignorer que l'assimilation est estimée à seulement 5 à 10 %. Cette estimation est celle avancée par Pierre Brochand, ancien directeur général de la DGSE, le 2 juillet 2019, lors de son intervention au [séminaire](#) de la Fondation Res Publica dont JPC est le président fondateur. Pierre Brochand estime en outre les intégrés à 30-35 % et les sécessionnistes à 50 % dont une grosse majorité nous est franchement hostile. Voilà donc la source, pour le moins alarmante, qui permet à JPC de trouver la bouteille à moitié pleine et de ne pas perdre espoir !

Le Che a surpris en affirmant que si on ne pouvait plus intégrer pour des raisons de communautarisme, de tensions, de capacités d'accueil, il fallait réduire ou stopper l'immigration. Zemmour qui a déclaré en début d'émission avoir voté pour lui en 2002 aurait pu lui rappeler qu'à l'époque, candidat à la présidentielle, il avait refusé le moratoire sur l'immigration que demandaient ses partisans de l'autre rive, refus qui a pesé lourd dans sa défaite.

L'ami Zemmour a rappelé à juste titre au Che que Charles de Gaulle affirmait qu'on assimile des individus et non pas des communautés ou des peuples. En revanche on intègre des communautés ou des peuples ce qui n'est pas la pratique historique ni la vocation de la France et surtout pas celle de la République une et indivisible. Éric a coutume (il ne l'a pas fait cette fois-ci) de faire référence aux travaux de Pierre Milza sur l'immigration italienne en France. L'exigence de l'assimilation républicaine est à l'origine de la

remigration des deux tiers des Italiens. Nos ennemis et les collabos de l'invasion et de la colonisation que nous subissons le savaient, c'est pourquoi ils ont si bien combattu l'assimilation au profit de l'intégration. Ils ont hélas été grandement aidés dans cette funeste entreprise par les travaux du faussaire Jacques Berque , le mauvais génie de J.-P. Chevènement :

[Chevènement sous l'emprise du faussaire Jacques Berque](#)

Nos ennemis sont aujourd'hui confortés par le président de la République qui a affirmé qu'il n'y a pas de culture française.

Chevènement a tendu un piège à Zemmour en lui demandant s'il pensait que le métissage était une bonne chose. Curieuse question venant d'un Chevènement qui déclarait il n'y a pas si longtemps : *« Il aurait fallu distinguer le sort de la France et de l'Algérie, parce que, je le pense, ces deux peuples n'étaient pas miscibles »*.

Zemmour a répondu qu'il n'était pas hostile au métissage, que les gens font ce qu'ils veulent mais qu'il ne devrait être ni diabolisé ni prôné, or c'est bien à un eugénisme du métissage que nous assistons, tout ce qui n'est pas métissé est mal et en particulier tout ce qui est blanc est diabolisé, depuis les années 80 l'antiracisme est un racisme anti-Blanc. Éric a ajouté que même un historien de l'Action française comme Jacques Bainville pensait que la France n'est pas une race mais une nation, elle est une âme pour Michelet. Le Che et Zemmour sont tombés d'accord pour dire que la France est un creuset, qu'elle est universelle. Zemmour a dû quand même préciser que ça ne venait pas de nulle part, que ce creuset était enraciné dans la terre de France et d'évoquer la citation de Charles de Gaulle : *« Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne »*.

À propos de l'école, Chevènement a raison de dire qu'elle est

un pilier de la République, le lieu de l'apprentissage de l'exercice du pouvoir souverain des futurs citoyens. Il aurait pu aussi ajouter qu'il ne peut y avoir de démocratie sans l'existence d'une importante classe moyenne éduquée. Cela est juste mais théorique, éloigné des réalités, fait remarquer Zemmour, l'école est dévastée, le niveau effondré, elle est devenue une entreprise de propagande et de formatage au politiquement correct. Il incrimine à raison le collègue unique (réforme Haby) et les pédagogistes fous. Il rend aussi en partie responsable le Che artisan des 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac avec cette fois-ci moins de raison me semble-t-il, Chevènement étant un ardent défenseur de l'élitisme républicain. Éric aurait pu dire – mais il ne l'a pas fait – que c'est bien parce que l'on cherche à mettre à bas la République et la démocratie que l'on assiste à une destruction délibérée de l'école.

Sur la question de l'islam, Zemmour s'adresse à Chevènement en ces termes : *« Vous avez échoué, pardonnez-moi, parce que vous avez peut-être pris les mauvaises armes, vous avez cru qu'on pouvait acclimater un islam de France et ça a échoué, il peut y avoir des musulmans en France, oui absolument, mais il ne peut pas y avoir un islam de France »*.

Ce à quoi Chevènement répond : *« L'islam évolue, est capable d'évoluer. M'a succédé à la tête de la Fondation de l'islam de France (...) un homme tout à fait éminent, Ghaleb Bencheikh, qui est un grand savant, qui est en même temps quelqu'un de convaincu de ces idées et qui veut faire vivre cet islam des Lumières, ce mot n'est pas de moi, il est de Jacques Berque, il a également employé le mot d'islam de France disant que la France devait être capable de donner cet exemple »*.

Nous y voilà. JPC inspiré par [le faussaire Jacques Berque](#) avait espéré qu'un islam de France compatible avec la République entraînerait par exemplarité le monde musulman vers la modernité. Le contraire s'est produit. L'avancée de l'islam en France et en Europe conforte et accentue les régressions

dans le monde musulman et en Europe. C'est traditionnellement par la conquête de la périphérie que l'islam réislamise son centre. L'hubris de cette folle espérance a fini en Némésis !

Convaincu par Jacques Berque, Chevènement a cru dans la fable de la rationalité islamique, c'est en s'appuyant sur cette chimère qu'il a posé la première pierre de l'islam de France en invitant l'islam à la table de la République y compris les fréristes de l'UOIF et les islamistes du Tabligh.

Voici un extrait de [son discours prononcé le 28 janvier 2000](#) lors de la signature avec des représentants de l'islam en France du texte *Principes et fondements juridiques régissant les rapports entre les pouvoirs publics et le culte musulman en France* :

« Qu'est-ce que la laïcité en effet, sinon la croyance en la capacité de tous les citoyens, quelle que soit leur religion, de s'entendre sur le bien commun, la res publica, à la seule lumière de la raison naturelle à laquelle le Coran se réfère constamment, du moins dans la traduction qu'en a donnée Jacques Berque ».

C'est totalement faux, il n'y a pas une seule fois dans le Coran le substantif « raison » y compris dans la traduction de Jacques Berque. C'est dans *En relisant le Coran*, un recueil de commentaires de Jacques Berque sur le Coran, que le faussaire s'est livré à des contorsions pour faire croire à des appels à la raison avec des notions prétendument proches comme la clairvoyance, la lucidité, la sagesse, la vérité, etc.

« Islam des Lumières est un oxymore » a répondu l'ami Zemmour, il ne peut pas y avoir d'islam des Lumières, l'islam c'est exactement le contraire des Lumières.

Zemmour a trahi un petit secret en révélant qu'en privé Chevènement lui aurait avoué qu'il n'avait pas réussi à faire signer explicitement le renoncement à l'interdiction de l'apostasie punie de mort autrement qu'indirectement, par une

référence à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Chevènement qui n'apprécie que très peu qu'on lui fasse ce reproche avait été jusqu'à falsifier le texte signé le 28 janvier 2000, *Principes et fondements juridiques régissant les rapports entre les pouvoirs publics et le culte musulman en France* dans le fichier PDF consultable en ligne sur le site de la Fondation de l'islam de France. Au bas de la première page il avait ajouté tout l'article 9 de ladite convention, article qui stipule entre autres la liberté de changer de religion. C'est comme si un notaire faisait un ajout à un acte après coup sans refaire signer les parties !

Cet ajout a été supprimé après que Ghaleb Bencheikh a succédé à Chevènement à la tête de la Fondation. Souci du successeur de ne pas être accusé de faux en écriture publique ou impossibilité d'afficher la liberté d'apostasie pour les mahométans ?

Voici la version actuellement en ligne :

<https://fondationdelislamdefrance.fr/wp-content/uploads/2017/05/Principes-et-fondements-juridiques-r%C3%A9gissant-des-rapports-entre-les-pouvoirs-publics-et-le-Culte-musulman-en-France.pdf>

Voici la version anciennement en ligne visible en fouillant dans les archives du net :

<http://fondationdelislamdefrance.fr/wp-content/uploads/2017/05/Principes-et-fondements-Islam-de-France.pdf>

« Si on avait supprimé la peine de mort contre ceux qui quittent l'islam, l'islam n'existerait plus aujourd'hui. L'islam aurait disparu dès la mort du Prophète, que la paix soit sur lui. Condamner l'apostasie, c'est ce qui a permis de garder l'islam jusqu'à nos jours » martelait le prédicateur Al-Qaradawi. « Si l'islam mondial avait un chef, ce serait

lui » écrivait naguère Xavier Ternisien.

Cela étant dit, plutôt que d'accabler Chevènement sur sa reculade, ce qui pourrait laisser croire que les mahométans jouissent légalement en France d'un statut séparé sur la question de l'apostasie et qui ne ferait qu'encourager ceux qui l'interdisent de fait dans leur pratique sociale, il serait beaucoup plus utile de confronter les signataires à leurs pratiques. La liberté de conscience, d'expression, la séparation des Églises et de l'État, l'égalité entre les sexes et bien d'autres choses ont été acceptées « sans restriction » le 28 janvier 2000 par les représentants des principaux courants de l'islam en France, signataires du texte issu de la Consultation. Cette adhésion et cette signature sont largement transgressées et trahies. Sur la question de l'insincérité des signataires, Jean-Pierre Chevènement avait naguère répondu que son rôle n'était pas de sonder les reins et les cœurs. Aujourd'hui nous savons. Cette transgression et cette insincérité sont à verser dans le dossier d'instruction de l'interdiction du culte islamique en France.

Quant au « grand savant » Ghaleb Bencheikh, son adoubement en ouléma (savant de l'islam) par le Che laisse rêveur. Régis Debray n'a pas vu venir ce coup-là, après l'intellectuel en phase terminale (I.T.) voici venir les oulémas ! Ouléma qui le 19 octobre dernier, au cours de l'émission *Soir Info* sur CNews disait de Zemmour, l'honneur et le fierté de la chaîne, : « *Un délinquant condamné par la justice trois fois qui vient nous dire des inepties et des âneries* ».

Zemmour et Chevènement sont d'accord : « *la France c'est la croyance dans la raison* ». Chevènement ajoute qu'il croit dans le débat. La démocratie délibérative est le socle de la République.

Il devrait rappeler cela à son ancien conseiller parlementaire, Guillaume Vuilletet, qui a voté la levée de l'immunité parlementaire de Marine et de Collard avec tout le

bureau de l'Assemblée nationale à l'exception remarquée de Clémentine Autain qui a sauvé l'honneur du bureau. Collard et Marine avaient en réponse à un odieux journaliste qui assimilait le FN à Daech publié sur Twitter des images des exactions de Daech. Les poursuivre pour apologie de terrorisme est une forfaiture.

Le « grand savant » de Chevènement, Ghaleb Bencheikh, n'est pas en reste quand il propose de réprimer la misislamie et non pas l'islamophobie (qui est comme son nom l'indique une pathologie, « *Je suis islamophobe et j'en suis fière* » doit doucement le faire rigoler), l'opposition à l'islam, la vraie, celle qui tient intellectuellement la route, celle de Rémi Brague par exemple.

Répression des idées et des sentiments, le « grand savant » dans ses œuvres charitatives :

<https://nos-medias.fr/video/qu-est-ce-que-l-islamophobie-ghaleb-bencheikh>

Ses homologues « savants » de la plus prestigieuse instance mondiale de l'islam sunnite, l'université al-Azhar, ont quant à eux réitéré après la décapitation de Samuel Paty leur exigence d'une législation mondiale interdisant « la diffamation des religions », autrement dit la prohibition de l'insoumission à l'islam. De son côté il n'est pas question pour al-Azhar que l'islam prenne ses distances avec les textes qui appellent à trucider les non-musulmans, ce que lui avait pourtant demandé le Président Sissi.

Le sunnisme n'est peut-être pas hiérarchisé mais chacun joue sa partition !

Jean-Pierre Chevènement dans sa grande naïveté s'était fait rouler dans la farine lors de sa rencontre avec le grand imam de la mosquée al-Azhar, Mohammed Tantaoui, qui lui avait courtoisement, diplomatiquement et pour lui être agréable, affirmé que le voile n'était pas une obligation religieuse.

Nicolas Sarkozy ministre de l'Intérieur avait demandé au même personnage la même onction au moment de la loi de 2004 sur le voile à l'école, onction aussitôt contestée par des oulémas (savants) d'al-Azhar et par le mufti d'Egypte, Ali Gomaa, présent aux allocutions publiques de MM. Sarkozy et Tantaoui. Ali Gomaa mit en garde la France contre une telle loi. Cela nous a coûté le crash du vol 604, 134 Français précipités dans la mer Rouge :

<https://ripostelaique.com/2004-crash-du-vol-604-apres-le-voyage-de-sarkozy-aucun-rapport-avec-la-loi-sur-le-voile.html>

Le Che reproche à Zemmour « *d'hystériser inutilement le débat, parce que la passion ça peut consister à mettre tellement de haine face à face qu'on arrive plus à la maîtriser . Or moi je voudrais éviter à notre pays le funeste destin qui le guette qui est celui d'un cheminement à une guerre civile* ».

Non Jean-Pierre, sûrement pas une guerre civile. Pour qu'elle soit civile encore faut-il appartenir à une même nation. Les Français de papier et de jure à qui tu as donné si facilement la nationalité, il suffisait qu'ils en expriment la volonté (tu l'as reconnu devant Zemmour) n'appartiennent pas à notre nation au sens de Sieyès ou de Renan. En revanche nos ennemis auront intérêt à faire croire à une guerre civile pour que nous ne puissions pas la nommer de son vrai nom, guerre de libération nationale, guerre de reconquête, guerre de décolonisation.

Et pour qu'il y ait guerre il faut être deux, pour l'instant seuls les Français subissent une offensive unilatérale, 120 agressions au couteau par jour, au moins 200 viols quotidiens et plus de mille agressions gratuites par jour, probablement bientôt la progression des égorgements et des décapitations, etc...

En réalité ce que tu veux, cela ressort des tes écrits et de tes dires, c'est minimiser, dissimuler autant que possible la

réalité sur les viols, les assassinats, les attentats qui ravagent la France, c'est intimider ceux qui voudront en parler et terroriser ceux qui entendront se défendre, fort avec les faibles, faible avec les forts.

N'as-tu pas dit à l'ami Zemmour à la fin de l'émission : « *Vous démoraliserez une armée à vous tout seul, c'est la marque de votre talent, mais en même temps ça mériterait qu'on vous fasse fusiller [pour ce que vous avez dit hier dans votre émission]*... en temps de guerre je dis bien puisqu'il** démoraliserait une armée, vous avez compris que je n'ai nullement l'intention de vous fusiller, sinon peut-être du regard* ».

Tu t'es rattrapé laborieusement à la fin mais trop tard, c'était dit.

- Ce qui est entre crochet est passé pendant la diffusion initiale mais est coupé dans la vidéo consultable.

** À la troisième personne parce qu'il s'adresse à Christine Kelly qui avait manifesté sa surprise.

Pascal Olivier

<http://reconquete-republicaine.fr/>

<http://blog.pascalolivier.fr/>

